

Sécurité de la vieillesse (N° 2)—Loi

Le gouvernement fédéral qui veut tout ramener à 6 et 5 p. 100, accroît pourtant de 50 p. 100 l'an prochain la cotisation des employeurs, même les petits, à l'assurance-chômage. Dans la petite entreprise, les faillites ne se comptent plus. Et pourtant, le gouvernement tout en brandissant la menace des 6 et 5 p. 100, se permet d'accroître de 50 p. 100 la cotisation des employeurs. Ce n'est vraiment pas sérieux.

Le gouvernement canadien répète son refrain des 6 et 5 p. 100 d'un bout à l'autre du pays. Il mène une campagne bien orchestrée afin de convaincre les Canadiens de quelque chose qui n'existe pas. Pensons seulement au tarif voyageurs de VIA Rail. Les hausses ont-elles été de 6 et de 5 p. 100? Absolument pas. On a augmenté de 10 p. 100 le tarif entre Toronto et Montréal et Toronto et Ottawa. Les personnes âgées, dont il est question aujourd'hui, sont justement les voyageurs qui empruntent le plus souvent ces lignes de VIA Rail. On leur inflige cette hausse de 10 p. 100 et en même temps une réduction de leur pouvoir d'achat.

Nous ignorons quel sera le montant réel de leur perte car personne ne sait encore à quel taux l'inflation s'établira l'an prochain. Je prédis quant à moi que l'inflation va augmenter parce que nous approchons des élections et que, par conséquent, le ministre des Finances va accroître son déficit sans réduire ses dépenses. Il va vouloir mettre l'économie en ébullition afin de pouvoir montrer aux Canadiens tous les emplois que le gouvernement aura créés pour les chômeurs. Il ne mentionnera pas la politique désastreuse du gouvernement qui a provoqué le chômage, mais se vantera de tout ce que les libéraux auront accompli. Viendra ensuite le déclenchement des élections. Nous pouvons donc être sûrs que le taux d'inflation va grimper l'année prochaine. Et les personnes âgées verront diminuer leur pouvoir d'achat réel.

● (1630)

Je crois avoir dit tout ce que j'avais à dire sauf ceci: j'en ai assez d'entendre les membres du Nouveau parti démocratique prendre jour après jour la parole au sujet de ce bill et accuser le parti conservateur d'indifférence. Parce que notre parti a voté en faveur du bill C-124, dont le but était de limiter les dépenses gouvernementales à 6 et 5 p. 100, le NPD ne cesse de nous prêter des intentions et de faire croire au public canadien que nous sommes indifférents, que nous nous servons de ce bill uniquement à des fins politiques. Les députés néo-démocrates ont mis en doute les motifs de tous les membres de notre parti qui se sont prononcés sur ce bill.

Je veux simplement leur dire qu'ils n'ont pas le monopole de la sollicitude dans ce pays. C'est bien de la sollicitude que je ressens, et c'est ce qu'éprouvent tous les députés quand ils retournent dans leurs circonscriptions et qu'ils se rendent dans les foyers pour personnes âgées et dans les centres de rencontre Nouveaux Horizons. Nous leur parlons à ces aînés et nous reconnaissons instinctivement qu'ils ont contribué à bâtir le pays. Je n'ose pas retourner dans ma circonscription et dire à ces Canadiens âgés que nous sommes certains qu'ils sauront se débrouiller dans cette situation difficile, qu'ils sauront répondre à l'appel du devoir et se rallier au programme. Pour ma part, je crois que nous avons le devoir de veiller à ce que nos aînés, ceux-là mêmes qui ont contribué à faire de notre pays ce qu'il est aujourd'hui, ne passent pas leurs vieux jours dans le besoin. Je supplie mes collègues. Pour l'amour de Dieu, faites que cet amendement soit adopté.

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir présenter quelques observations au sujet du bill C-131. Pour les membres de mon parti, la question est tout à fait simple. Le gouvernement limite l'indexation de la sécurité de la vieillesse à 6 p. 100 en 1983 et à 5 p. 100 en 1984. Le caractère immoral de la chose apparaît quand on compare ces bills, qui arrachent de l'argent à nos citoyens âgés, à la décision, annoncée aujourd'hui, de nommer Michael Pitfield au Sénat.

Le Nouveau parti démocratique s'oppose à ce bill, parce que, depuis toujours, nous luttons pour obtenir des pensions correctes. Ce que nous désirons, c'est une réforme des pensions qui aidera les personnes âgées à mieux vivre, et non à vivre plus mal.

Pour nous, la question est simple, quand le gouvernement a lancé son programme des 6 et 5 p. 100, le chef du parti conservateur a dit qu'il s'agissait là d'un progrès. Mais les conservateurs hésitent maintenant, quand ils voient où cela conduit. Les conservateurs dansent la valse hésitation avec le gouvernement.

Il est amusant d'entendre le député de Portage-Marquette (M. Mayer), qui, en apparence, s'est prononcé contre le bill et en faveur de l'amendement. Mais il n'a pu le faire sans présenter d'observations gratuites sur le fiasco absolu de la distribution, ni sans dire que les personnes âgées devraient quand même être en mesure de subvenir un peu plus à leurs besoins.

Les motifs de ce bill ont été exposés par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{lle} Bégin) de la façon suivante. Elle a dit que le budget pose en hypothèse que les Canadiens qui ne sont pas dans le besoin sont tout à fait disposés à participer au lourd sacrifice qu'il va falloir consentir pour sortir notre pays de la crise économique. Dans ces quelques phrases madame le ministre émet deux idées fausses. La première quand elle laisse entendre que les personnes âgées qui seront touchées par le bill ne sont pas dans le besoin. La deuxième, quand elle prétend que cette attaque mesquine et traîtresse contre les personnes âgées va en quelque sorte contribuer à nous tirer de la crise économique.

Au moins sous un rapport, la déclaration du ministre est exacte. Elle reconnaît enfin que le Canada traverse une crise économique. Un jour, le président Nixon,—il se pourrait que ce soit Gerald Ford—visitait une grande université américaine où la faculté d'agronomie avait réussi à élever un dindon de 75 livres. Le pauvre animal impotent, à qui l'on avait administré des doses massives d'hormones, de stéroïdes et d'autres suppléments, était tellement gros qu'il ne pouvait plus marcher. Il tenait à peine debout. Nixon, après avoir contemplé le dindon pendant quelques minutes, a puisé dans son bagage de lieux communs et proféré celui-ci: «C'est le genre de réalisation qui fait la grandeur de l'Amérique.»

Comiquement, il y a du vrai là-dedans. Ce pauvre dindon impotent symbolise l'économie canadienne telle qu'elle s'est développée ces dernières années sous le régime libéral. C'est la façon dont l'économie canadienne s'est développée qui a fait la grandeur de l'Amérique. Au cours des dernières décennies, les Libéraux ont cru qu'ils pourraient adopter des mesures sociales et de répartition des revenus comme les allocations familiales et les prestations de vieillesse alors que notre économie repose